



ÉCONOMIE & ENTREPRISE

Airbus lorgne les activités de big data et de cybersécurité d'Atos

Le groupe informatique vend des actifs pour se désendetter ; l'avionneur veut en profiter pour accélérer sa transformation numérique

La vente par appartement du champion français de l'informatique Atos est lancée. Le groupe a annoncé, mercredi 3 janvier, être en discussion avec Airbus pour la cession de sa branche big data et cybersécurité (BDS). A l'occasion de l'ouverture de cette phase « de due diligence », l'examen détaillé des comptes de la société à vendre, Atos a fait savoir que « l'offre indicative » d'Airbus valorise BDS de « 1,5 à 1,8 milliard d'euros [et] porte sur l'intégralité du périmètre BDS ». Les discussions n'en sont qu'à un « stade préliminaire », a tempéré le groupe informatique. Une prudence partagée par Airbus, qui précise qu'il « n'est pas certain qu'elles aboutiront à un accord ou une transaction ».

Atos doit vite se désendetter. La société doit rembourser ou refinancer 3,65 milliards d'euros d'emprunts et obligations venant à échéance d'ici à la fin 2025. Face à ses difficultés, Atos avait annoncé en 2022 vouloir se scinder en deux entités : Tech Foundations (son activité d'infogérance), qui pourrait être cédée au milliardaire tchèque Daniel Kretinsky, et Eviden, la plus stratégique, qui inclut BDS. M. Kretinsky pourrait obtenir une part minoritaire (7,5 %) d'Eviden.

L'annonce est donc d'importance. Atos considère que cette cession d'actifs va « au-delà des 400 millions d'euros mentionnés dans le communiqué du 28 juillet 2023, afin d'honorer ses échéances de financements ».

Cette vente n'est pas la première tentative du groupe. Au printemps 2023, le nom d'Airbus avait été mentionné. A l'époque, fait savoir

un proche du dossier, Atos, qui avait lancé un grand plan stratégique avec une large revue de ses actifs, souhaitait céder 29,9 % des parts d'Eviden. Après des travaux d'approche, Airbus avait décidé de ne pas donner suite. Airbus n'était alors pas convaincu qu'il était de son intérêt de devenir actionnaire minoritaire d'une société en proie à des difficultés financières.

Moins d'un an plus tard, la donne a changé, le périmètre de la cession a été modifié et la partie mise en vente « est ce qu'il y avait de plus important dans Eviden », fait-on savoir dans l'entourage d'Airbus qui lorgne les supercalculateurs, les communications sécurisées et la cybersécurité. Airbus n'est pas le seul candidat au rachat. Un autre prétendant est sur les rangs, a fait savoir Atos, sans révéler son nom. Il ne convoiterait qu'une partie des activités de BDS. Le nom de Thales a été un temps évoqué, mais le groupe a fait savoir qu'il voulait mettre un terme « aux questions et fantaisies ».

Tordre le cou aux rumeurs

En faisant tomber la filiale d'Atos dans son escarcelle, Airbus voudrait « accélérer de façon significative [sa] transformation numérique, renforcer le portfolio du groupe en matière de défense et sécurité grâce à des capacités de premier plan dans les domaines du cyber, du calcul avancé et de l'intelligence artificielle, en soutenant [sa] feuille de route en matière de décarbonation ».

« C'est une course à la taille critique qui a été lancée », décrypte Philippe Richard, directeur de Sécurité Off, cabinet d'experts en cybersécurité. En matière informatique, Airbus et Thales « veulent devenir aussi gros que leurs rivaux américains tels que Palo Alto Networks et Fortinet, ou israélien comme Check Point », ajoute-t-il. Thales a finalisé, début décembre 2023, le rachat du spécialiste américain de la cybersécurité Imperva. « Le but d'Airbus est de devenir un acteur européen de premier plan dans ce domaine », insiste M. Richard.

Pour l'avionneur, la « protection des données » devient vitale pour ses activités civiles et militaires. Airbus est engagé dans le développement du Système de combat aérien du futur, attendu comme un successeur potentiel du Rafale de Dassault Aviation. A l'occasion de l'ouverture de négociations avec Atos, Airbus veut tordre le cou aux rumeurs qui disent le groupe « pas assez français », pour être le reprenneur d'activités liées à la défense. Dans l'entourage du groupe, on rappelle qu'Airbus est « le premier partenaire en valeur de la défense française », concevant en particulier avec Safran – par le biais de leur société commune ArianeGroup – le missile balistique M51. ■

GUY DUTHEIL

